



Direction du développement économique
Service ESS et emploi



CONVENTION « 2026 » - Subvention de fonctionnement entre « l'Association territoires et innovation sociale (ATIS) » et Bordeaux Métropole

Entre les soussignés

L'Association territoires et innovation sociale, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 90 rue Malbec 33800 Bordeaux, représentée par sa Présidente Cécile Katlama dûment habilitée par le Conseil d'administration du 03/10/2023
Ci-après désigné(e) « organisme bénéficiaire »

Et

Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33045 Bordeaux cedex, représentée par sa Présidente, Madame Christine BOST, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération n° / du Conseil de Bordeaux Métropole du 30/01/2026.

Ci-après désigné « Bordeaux Métropole »

PREAMBULE

Bordeaux Métropole a retenu, dans le cadre de son plan d'actions 2022-2026 pour répondre aux enjeux des transitions par l'économie sociale et solidaire, adopté par délibération n°2022-411 du Conseil métropolitain du 07/07/2022, le programme d'actions initié et conçu par l'organisme bénéficiaire décrit à l'Annexe 1 – Programme d'actions, laquelle fait partie intégrante de la convention.

En application de l'article 10 de la loi n° 2000-32 1 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de l'article 1er du décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001, une convention s'impose pour tout financement public aux organismes de droit privé supérieur à 23 000 €.

ARTICLE 1. OBJET ET TEMPORALITE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Bordeaux Métropole attribue une subvention à l'organisme bénéficiaire pour l'année **2026**.

L'organisme bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule le programme d'actions décrit à l'Annexe 1.

Dans ce cadre, Bordeaux Métropole contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole s'engage à octroyer à l'organisme bénéficiaire une subvention plafonnée à « 66.500 € », équivalent à 8,77 % du montant des dépenses éligibles retenu à 758.528 euros, compte tenu du fait que la subvention accordée est inférieure à celle demandée, conformément au budget prévisionnel figurant en Annexe 2.

Cette subvention est non révisable à la hausse.

Dans l'hypothèse où la subvention accordée est inférieure à la subvention demandée par l'organisme, il appartient à ce dernier de trouver les recettes nécessaires à l'équilibre du budget prévisionnel.

Dans l'hypothèse où les dépenses réelles seraient inférieures au montant des dépenses éligibles retenu, le montant définitif de la subvention sera déterminé par application de la règle de proportionnalité suivante :

$$\text{Subvention définitive} = \frac{\text{Dépenses réelles} \times \text{Subvention attribuée}}{\text{Montant des dépenses éligibles}}$$

Ce calcul sera effectué au regard du compte rendu financier que l'organisme bénéficiaire devra transmettre à Bordeaux Métropole selon les modalités fixées à l'article 5.

Dans l'hypothèse où le montant définitif de la subvention serait inférieur aux acomptes déjà versés, l'organisme est redevable du trop-perçu. Bordeaux Métropole adressera alors un courrier d'information à l'organisme, suivi ensuite d'un avis de sommes à payer pour rembourser ce trop perçu.

ARTICLE 3. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini en préambule. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Par ailleurs, selon les dispositions prévues à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE 4. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole procèdera au versement de la subvention selon les modalités suivantes :

- 80 %, soit la somme de 53.200 €, après signature de la présente convention ;

- 20 %, soit la somme de 13.300 € après les vérifications réalisées par Bordeaux Métropole conformément à l'article 5, somme qui peut être revue à la baisse en vertu des conditions définies à l'article 2.

La subvention sera créditez au compte de l'organisme bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5. JUSTIFICATIFS POUR PAIEMENT DU SOLDE

Pour pouvoir prétendre au versement du solde de la subvention, l'organisme bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable et au plus tard le 31 août 2027, dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- **Un compte rendu financier (cerfa n°15059*02 joint en Annexe 3 à la présente convention)**, signé par la Présidente ou toute personne habilitée, et conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- **Le rapport d'activité ou rapport de gestion.**
- **Pour les organismes soumis à un commissaire aux comptes :**
 - Le rapport général du commissaire aux comptes ;
 - Le rapport spécial sur les conventions réglementées du commissaire aux comptes ;
 - Les comptes annuels signés et paraphés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels) prévus par l'article L.612-4 du code de commerce.
- **Pour les organismes non soumis à un commissaire aux comptes :**
 - Les comptes annuels de l'organisme signés et paraphés par le Président [ou la Présidente] (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels) »]

A défaut de communication des documents susmentionnés, auprès de Bordeaux Métropole dans les délais impartis, l'organisme est réputé renoncer au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 6. AUTRES ENGAGEMENTS

L'organisme bénéficiaire communique sans délai à Bordeaux Métropole la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.

L'organisme bénéficiaire s'engage à souscrire, à respecter et à fournir à Bordeaux Métropole le Contrat d'Engagement Républicain prévu par le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

L'organisme bénéficiaire fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'organisme bénéficiaire, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer Bordeaux Métropole sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Respect des règles de la concurrence : l'organisme bénéficiaire pourra être soumis aux directives communautaires de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celui-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » ou d'« entité adjudicatrice » au sens du droit communautaire.

ARTICLE 7. CONTROLES EXERCES PAR BORDEAUX METROPOLE

L'organisme bénéficiaire s'engage à faciliter le contrôle par Bordeaux Métropole, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

Bordeaux Métropole peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée.

Sur simple demande de Bordeaux Métropole, l'organisme bénéficiaire devra lui communiquer tous les documents utiles de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, Bordeaux Métropole pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, l'organisme bénéficiaire conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

L'organisme bénéficiaire exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive.

L'organisme bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de Bordeaux Métropole ne puisse être recherchée.

Il devra être en capacité de produire à tout moment à Bordeaux Métropole les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE 8. COMMUNICATION

L'organisme bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par Bordeaux Métropole (notamment en apposant le logo de Bordeaux Métropole) sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.

Il s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'il pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de Bordeaux Métropole ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que Bordeaux Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 9. SANCTIONS

En cas de non-respect de l'organisme bénéficiaire à ses obligations prévues au titre de la présente convention, Bordeaux Métropole pourra, à la suite d'une mise en demeure écrite, permettant à l'organisme bénéficiaire de faire valoir ses observations, prononcer de plein droit l'arrêt du financement avec restitution totale ou partielle de l'aide accordée.

Bordeaux Métropole informera l'organisme bénéficiaire de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10. AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 11. CONTENTIEUX

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable devant un tiers choisi par les deux parties.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 12. ELECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

Pour Bordeaux Métropole :

Madame la Présidente de Bordeaux Métropole
Esplanade Charles de Gaulle
33045 Bordeaux cedex

Pour l'organisme bénéficiaire :

Madame la Présidente d'ATIS
90 rue Malbec
33800 Bordeaux

ARTICLE 13. PIECES ANNEXES

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

- Annexe 1 : Programme d'actions
- Annexe 2 : Budget prévisionnel
- Annexe 3 : Modèle de compte-rendu financier - **Cerfa 15059*02**

Fait à Bordeaux, le / , en exemplaires

Signatures des partenaires

Pour l'association ATIS,
La Présidente,

La Présidente de Bordeaux Métropole,
par délégation
le Vice-président,

Cécile KATLAMA

Alain GARNIER

Annexe 1

Programme d'actions



Projet d'activité 2026

Les orientations d'ATIS fixées pour l'année sont les suivantes :

1. Consolider les activités « cœur de métier – Emergence » d'ATIS
 - Transformer le modèle économique de l'activité Fabrique à initiatives
 - Poursuivre la mutualisation, capitalisation sur notre ingénierie et pédagogie d'accompagnement dans les incubateurs.
 - Sécuriser le modèle économique des programmes départementaux avec le développement de nouveaux partenariats publics et privés
2. Renforcer nos accompagnements au développement des dirigeant·e·s de la communauté ATIS
 - Poursuivre la structuration d'alliances pour le développement de programmes « post incubation » ou programmes thématiques notamment avec le Kiif
 - Pérenniser le programme « Coopération »
 - Prévenir et accompagner, dans le cadre de l'animation des communautés ATIS, les entrepreneur·e·s dans le cadre du contexte économique difficile
3. Renforcer nos engagements pris dans la démarche Castor pour la transformation écologique d'ATIS
 - Enrichir et faire adopter par les instances d'ATIS le cadre de référence
 - Elaborer une stratégie et feuille de route adaptée par programme d'accompagnement
 - A partir d'une analyse des impacts carbone d'ATIS, sélectionner 3 postes d'émission majeurs sur lesquels concentrer nos efforts
 - Partager des bonnes pratiques pour monter en compétences le collectif ATIS sur nos défis clés (déplacements, numérique, ...)
4. Déterminer et adopter un nouveau schéma de gouvernance
 - Poursuivre le chantier gouvernance
 - Elaborer un nouveau schéma de gouvernance
 - Mettre en cohérence les statuts, la composition et le fonctionnement des instances
 - Réussir la transition à la direction d'ATIS

POUR LA FABRIQUE A INITIATIVES

Il s'agira, en 2026, de poursuivre l'activité sur le territoire, en explorant de nouvelles communes et de nouveaux secteurs à fort potentiel, tout en maintenant un rythme de 2/3 créations par an et une vingtaine d'études en cours de réalisation. Il s'agira également de poursuivre le travail sur la transformation du modèle économique de la Fabrique à Initiatives

- En chiffre : 5/6 nouvelles idées en opportunité, une dizaine d'études d'opportunité, 2 à 5 études en phase faisabilité, 1 à 2 entreprises/activités créées
- Travailler le maillage territorial pour élargir les zones d'intervention en dehors de la métropole
- Améliorer le process de détection d'idées, avec des phases d'idéation et qualification plus longue pour être en capacité de détecter des solutions plus en rupture, mieux connecter les entrepreneurs de la communauté ATIS, explorer de nouveaux champs d'activité à fort potentiel
- Exploiter les outils numériques développés en 2023 pour transformer nos process de suivi des études et projets

- Pilotage : poursuivre l'organisation d'un comité de pilotage annuel de la Fabrique à initiatives et poursuite du chantier sur le modèle économique de la FAI.

Plus spécifiquement en partenariat avec Bordeaux Métropole

- Poursuivre les études d'opportunités démarrées (et non clôturées) en 2025
- Poursuivre la qualification de nouvelles idées apportées par les différents services et pôles de la métropole.
- Maintenir un échange fluide entre ATIS et les services de la métropole, autour des projets, des sollicitations, des interrogations liées aux filières prioritaires de la métropole. Se tenir mutuellement informé des actions, évènements liés aux thématiques de l'ESS et des projets accompagnés par ATIS (dans l'ensemble de ses programmes : Fabrique à Initiatives, incubateur, premier pas, coopération).
- Inviter Bordeaux Métropole aux instances de validation, de pilotage et dans les comités de suivi des projets FAI

POUR L'INCUBATEUR GIRONDE

Il s'agira en 2026 de poursuivre l'optimisation de l'offre d'accompagnement suivant le plan d'actions proposé aux comités de pilotage annuels, pour mieux l'ajuster aux attentes des entrepreneurs et des parties prenantes.

- En chiffre : 80 projets détectés, 45 dossiers de candidatures, 10 nouvelles entrées, une quinzaine de projets accompagnés, 5 à 7 projets créés
- Poursuivre l'accompagnement des projets entrés en incubation en 2025 (10). Pour rappel, l'incubateur a une capacité d'accompagnement d'une quinzaine de projets en parallèle.
- Lancer deux appels à projet pour une entrée de 10 projets en juin et décembre.
- Améliorer la détection des projets, notamment éloignés de la métropole en poursuivant le travail de maillage avec les EPCI et les pôles ESS de Gironde. Maintien d'une offre de pré incubation réalisée par les partenaires locaux avec une formation des nouveaux interlocuteurs en début 2025
- Maintenir l'organisation d'un comité de pilotage contribuant ainsi à l'amélioration du programme et à la validation des choix stratégiques de l'Incubateur ; Organiser une revue de projet annuelle avec la direction ESS.
- Une animation renforcée de la communauté Gironde d'ATIS pour aider à la mise en réseau et consolidation des structures
- Enjeu d'identification d'opportunités de marchés : marchés publics, grands groupes ou de financements niches.
- Confirmation du besoin d'accompagnement à la transformation écologique, la gouvernance et la culture.

POUR LE PROGRAMME COOPERATION

Il s'agira en 2026 de poursuivre le déploiement du programme Coopération

- Programmer le cycle « Coopérer pourquoi pas vous » avec 1 webinaire et des ateliers en Gironde, Dordogne et Charente
- Poursuivre l'accompagnement des collectifs entrés en 2025

Annexe 2
Budget prévisionnel

ASSOCIATION TERRITOIRES ET INNOVATION SOCIALE

ANNEXE A _BUDGET GLOBAL DE L'ORGANISME

Exercice 2026		- Merci de compléter uniquement l'année 2026 concernée par votre demande de subvention - Le budget doit être équilibré					
		CHARGES (en euros)					
	Budget 2026	Budget 2026	Réalisé 2026 (1)	Réalisé 2026 (2)	Ecart en valeur (2)	Budget 2026 (1)	Budget 2026 (2)
80 - Achats		5 481	0	-5 481	-70 000	0	0
Achats d'articles et de prestations de service			0	0	0	70 000	0
Achats simples de matières et fournitures			0	0	0	70 000	0
Achats non locatifs (électricité)		1 844	0	-1 844	-1 844	0	0
Fournitures de bureau et de petit équipement		1 588	0	-1 588	-1 588	0	0
Fournitures administratives		1 949	0	-1 949	-1 949	0	0
Autres fournitures		86 643	0	-86 643	-86 643	0	0
Sous-traitance extérieure		21 000	0	-21 000	-21 000	120 000	-120 000
Locations mobilières et immobilières		53 145	0	-53 145	-53 145	30 000	-30 000
Entretien et réparation		10 929	0	-10 929	-10 929	70 000	-70 000
Primes d'assurance		1 374	0	-1 374	-1 374	25 000	-25 000
Documentation		195	0	-195	-195	10 000	-10 000
Divers			0	0	0	8 000	-8 000
82 - Autres services extérieurs		70 655	0	-70 655	-70 655	150 000	-150 000
Réunions et séminaires et honoraires		29 871	0	-29 871	-29 871	5 000	-5 000
Publicité, publications		3 421	0	-3 421	-3 421	273 668	-273 668
Déplacements, missions et réceptions		27 975	0	-27 975	-27 975	0	0
Frais postaux et de télécommunication		3 278	0	-3 278	-3 278	360	-360
Services bancaires			0	0	0	0	0
Divers		6 249	0	-6 249	-6 249	0	0
83 - Impôts et taxes		15 329	0	-15 329	-15 329	0	0
Impôts et taxes sur les remunerations		14 529	0	-14 529	-14 529	0	0
Autres impôts et taxes		800	0	-800	-800	0	0
Salaires charges du personnel		550 565	0	-550 565	-550 565	0	0
Rémunération du personnel		39 511	0	-39 511	-39 511	0	0
Charges sociales		154 959	0	-154 959	-154 959	0	0
Autres charges de personnel		3 916	0	-3 916	-3 916	0	0
84 - Charges financières		25 519	0	-25 519	-25 519	0	0
87 - Charges exceptionnelles		870	0	-870	-870	0	0
88 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements			2 995		-2 995	Autor financement le cas échéant	0
89 - Impôt sur les sociétés				0	0		
TOTAL DES CHARGES		0	762 028	0	-762 028	TOTAL DES PRODUITS	0
86 - Emplois des communautés volontaires en nature		0	0	0	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
- Secours en nature				0	0	- Bénévolat	0
- Mise à disposition gratuite des biens et services				0	0	- Prestations en nature	0
- Personnel bénévole				0	0	- Dons en nature	0
	Budget 2026	Budget 2026	Réalisé 2026 (1)	Réalisé 2026 (2)	Ecart en valeur (2)		
Résumé Net	0	0	0	0	0		

PRODUITS (en euros)							
	Budget 2026	Budget 2026	Réalisé 2026 (1)	Réalisé 2026 (2)	Ecart en valeur (2)	Budget 2026 (1)	Budget 2026 (2)
80 - Vente de produits finis, prestations de services			0	0	0	70 000	0
Prestations de services			0	0	0	70 000	0
Produits des activités annexes			0	0	0	70 000	0
Partenaires (7053)			-1 844	-1 844	-1 844	0	0
Autre(s) (743)			-5 688	-5 688	-5 688	0	0
Autre(s) (743 - Subventions d'exploitation)			-1 949	-1 949	-1 949	0	0
Etat (préciser si la ministériste sollicité(s))			0	0	0	0	0
Conseil Régional			-66 643	-66 643	-66 643	0	0
Conseil Départemental			-21 000	-21 000	-21 000	120 000	-120 000
Bordeaux Métropole			-53 145	-53 145	-53 145	30 000	-30 000
Autres EPCI			-10 929	-10 929	-10 929	70 000	-70 000
Ville(s) Bordeaux			-1 374	-1 374	-1 374	25 000	-25 000
Autre(s) commun(s)			-195	-195	-195	10 000	-10 000
Organismes sociaux			0	0	0	8 000	-8 000
Fond(s) européen(s)			0	0	0	0	0
Emprunt(s) solde(s)			0	0	0	0	0
Autres (précisez) :			-25 871	-25 871	-25 871	5 000	-5 000
Autres privées			-3 421	-3 421	-3 421	273 668	-273 668
Cotisations			-2 78	-2 78	-2 78	360	-360
Cotisations (7541)			0	0	0	0	0
Mécanas (75441)			0	0	0	0	0
Abandons et frais de transfert(s) (7541)			-15 329	-15 329	-15 329	0	0
Autres			-14 529	-14 529	-14 529	0	0
Autres (7545)			-800	-800	-800	0	0
Produits Immobiliers			-550 565	-550 565	-550 565	0	0
Représailles et produits assimilés			39 511	39 511	39 511	0	0
Autres			-15 329	-15 329	-15 329	0	0
Autres (7546)			-3 916	-3 916	-3 916	0	0
Représailles sur amortissements et provisions			25 519	25 519	25 519	0	0
Autres (7547)			870	870	870	0	0
Transfert des charges			0	0	0	0	0
Autre(s) (7548)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7549)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7550)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7551)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7552)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7553)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7554)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7555)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7556)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7557)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7558)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7559)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7560)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7561)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7562)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7563)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7564)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7565)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7566)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7567)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7568)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7569)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7570)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7571)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7572)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7573)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7574)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7575)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7576)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7577)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7578)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7579)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7580)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7581)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7582)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7583)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7584)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7585)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7586)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7587)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7588)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7589)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7590)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7591)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7592)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7593)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7594)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7595)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7596)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7597)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7598)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7599)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7600)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7601)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7602)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7603)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7604)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7605)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7606)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7607)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7608)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7609)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7610)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7611)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7612)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7613)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7614)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7615)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7616)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7617)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7618)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7619)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7620)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7621)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7622)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7623)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7624)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7625)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7626)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7627)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7628)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7629)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7630)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7631)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7632)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7633)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7634)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7635)			0	0	0	0	0
Autre(s) (7636)			0	0	0	0	0

Annexe 3
Lien d'accès au cerfa ci-dessous
[**https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46623**](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46623)


ASSOCIATIONS

N°15059*02

COMPTE-RENDU FINANCIER DE SUBVENTION

(arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations)

Le compte-rendu a pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu est à retourner à l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée.

Il doit obligatoirement être établi, avant toute nouvelle demande de subvention.

Il doit être accompagné du dernier rapport annuel d'activité et des comptes approuvés du dernier exercice clos.

Vous pouvez ne renseigner que les cases grisées du tableau si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.

Le compte rendu financier est composé de trois feuillets :

1. un bilan qualitatif de l'action
2. un tableau de données chiffrées
3. l'annexe explicative du tableau

Ces fiches peuvent être adaptées par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (extraits) :

« Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le budget et les comptes de tout organisme de droit privé ayant reçu une subvention, la convention prévue au présent article et le compte rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ayant attribué la subvention ou celles qui les détiennent, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 précitée. »

1. Bilan qualitatif de l'action réalisée

Identification :

Nom :

Numéro SIRET :

Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture :

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de l'inscription au registre des Associations :

Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :

Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

2. Tableau de synthèse¹.

Exercice 20...

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
Charges directes affectées à l'action				Ressources directes affectées à l'action			
60 - Achat	0	0		70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
				73 – Dotations et produits de tarification			
Achats matières et fournitures				74- Subventions d'exploitation²	0	0	
Autres fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 - Services extérieurs	0	0		-			
Locations				-			
Entretien et réparation				Région(s) :			
Assurance				-			
Documentation				Département(s) :			
				-			
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI ³			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions				-			
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailier) :			
63 - Impôts et taxes	0	0		Fonds européens			
Impôts et taxes sur rémunération				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emploi aidés)			
Autres impôts et taxes							
64- Charges de personnel	0	0					
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel							
65- Autres charges de gestion courante				75 - Autres produits de gestion courante			
				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				76 - Produits financiers			
67- Charges exceptionnelles				77- Produits exceptionnels			
68-Dotation aux amortissements				78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
CHARGES INDIRECTES AFFECTÉES A L'ACTION				RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES A L'ACTION			
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	0	0		Total des produits	0	0	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
860- Secours en nature				870- Bénévolat			
861- Mise à disposition gratuite de biens et services				871- Prestations en nature			
862- Prestations							
864- Personnel bénévole				875- Dons en nature			
TOTAL	0	0		TOTAL	0	0	
La subvention de € représente% du Total des produits.							

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics, valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

³ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

⁴ Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »

3. Données chiffrées : annexe.

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée⁵ :

Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

Je soussigné(e), (nom et prénom)
représentant(e) légal(e) de l'association

certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le à

Signature

⁵ Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »